

29 novembre 1967, pour les commissions respectivement compétentes à l'égard :

Des agents de bureau ;  
Du personnel du service intérieur ;  
Des agents de maîtrise et ouvriers professionnels ;  
Des conducteurs d'automobile ;  
Du personnel téléphoniste ;  
Des mécanographes titulaires sur machines à cartes perforées.

Les listes des candidats, établies conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n° 59-307 du 14 février 1959, devront parvenir à la direction de l'administration générale, du personnel et du budget (sous-direction du personnel, P. 1) trois semaines avant les dates respectivement fixées pour les élections aux commissions administratives paritaires correspondantes.

## MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

**Brevets d'Etat de moniteur d'équitation,  
d'instructeur d'équitation et de professeur d'équitation.**

Le ministre de la jeunesse et des sports,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1965 fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif ;

Vu l'arrêté du 12 septembre 1966 créant les brevets d'Etat de moniteur d'équitation, d'instructeur d'équitation et de professeur d'équitation ;

Vu le décret n° 66-64 du 21 janvier 1966 fixant les attributions du ministre de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté du 19 septembre 1967 donnant délégation de signature au directeur de l'éducation physique et des sports,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — L'article 4-1° de l'arrêté du 12 septembre 1966 susvisé est complété ainsi qu'il suit :

« Toutefois une dispense d'âge pourra être accordée, sur avis favorable de la fédération française des sports équestres, aux candidats devant atteindre l'âge de dix-huit ans entre le 1<sup>er</sup> janvier de l'année de l'examen et la date même de celui-ci. »

(Les 2° et 3° du même article demeurent sans changement.)

Art. 2. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 octobre 1967.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur de l'éducation physique  
et des sports,  
MARCEAU CRESPIN.

## MINISTÈRE DES TRANSPORTS

**Décret n° 67-933 du 19 octobre 1967 portant modification de l'article 22 des cahiers des charges de la Compagnie générale de traction sur les voies navigables et de la traction de l'Est.**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'équipement et du logement, du ministre des transports et du ministre de l'économie et des finances,

Vu le décret n° 53-345 du 21 avril 1953 fixant le régime d'exploitation de la traction mécanique sur berges, et notamment ses articles 2 et 3 ;

Vu le décret n° 60-1441 du 26 décembre 1960 portant statut de l'office national de la navigation ;

Vu les lettres en date des 24 février et 22 mars 1967 des représentants de la Compagnie générale de traction sur les voies navigables et de la traction de l'Est ;

Vu l'article 181 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure et l'article 36 du code des ports maritimes ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décrète :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les dispositions du deuxième alinéa de l'article 22 du cahier des charges de la Compagnie générale de traction sur les voies navigables et du deuxième alinéa de l'article 22 du

cahier des charges de la traction de l'Est annexés au décret susvisé du 21 avril 1953 sont modifiées ainsi qu'il suit :

« Art. 22 (2° alinéa). — Toutefois, le ministre de l'équipement et du logement pourra à tout moment dénoncer, par anticipation, la concession de traction sur une ou plusieurs voies navigables ou sur une partie seulement de celles-ci, moyennant un préavis de trois mois dûment notifié par lettre recommandée. »

Art. 2. — Le ministre de l'équipement et du logement, le ministre des transports, le ministre de l'économie et des finances et le secrétaire d'Etat à l'économie et aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 octobre 1967.

GEORGES POMPIDOU.

Par le Premier ministre :

Le ministre des transports,  
JEAN CHAMANT.

Le ministre de l'économie et des finances,  
MICHEL DEBRÉ.

Le ministre de l'équipement et du logement,  
FRANÇOIS ORTOLI.

Le secrétaire d'Etat à l'économie et aux finances,  
ROBERT BOULIN.

## EMPLOIS RESERVES

### NOMINATIONS

#### Ministère des armées.

Par arrêté du 1<sup>er</sup> septembre 1967, pris en application de la législation sur les emplois réservés, M. Hubert (Claude) a été nommé commis stagiaire dans les services extérieurs du ministère des armées, à Orléans (Loiret).

Par arrêté du 17 août 1967, pris en application de la législation sur les emplois réservés, M. Van Simpsen (Alphonse) a été nommé agent de bureau stagiaire dans les services extérieurs du ministère des armées, à Lille (Nord).

## INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

### ASSEMBLEE NATIONALE

1<sup>re</sup> SESSION ORDINAIRE DE 1967-1968

#### Convocation rectifiée.

La réunion de la commission de la défense nationale et des forces armées du mercredi 25 octobre 1967, à dix heures, initialement prévue dans le local n° 249, se tiendra au 7<sup>e</sup> bureau (même date, même heure, même ordre du jour).

#### Commission spéciale.

Nomination de membres de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 374) relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959.

Aucune opposition n'ayant été déposée dans le délai d'un jour franc suivant l'affichage prévu à l'article 34 (alinéa 3) du règlement, MM. Delmas (Louis-Alexis), Limouzy et de la Malène sont nommés membres de la commission.